

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?580-la-contestation-en-russie-2-3>



La contestation en Russie (2/3)

- Nos textes - Entretiens -



Date de mise en ligne : samedi 4 février 2012

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Interview de D.R., [anarcho-syndicaliste russe de la KRAS-AIT](#) (Voir [la version russe](#))

Propos recueillis le 25 janvier 2012 par le collectif Lieux Communs.

Voir [l'interview précédente](#)

Malgré les fraudes et la propagande, les élections législatives du 4 décembre dernier n'ont pas été le plébiscite souhaité par V. Poutine et son clan au pouvoir depuis 2000. Depuis le 10 décembre, des manifestations de contestation plus ou moins importantes ont lieu. Est-ce le début d'un réveil politique de la population russe ? Comment interprétez-vous la situation ?

D.R. : Je pense qu'on peut parler d'un début dans une certaine mesure. Certes, une grande partie de la population est fatiguée de la propagande et des mensonges idéologiques déversés des écrans de télévision. D'autant plus que ses images idylliques de la « modernisation » et de la croissance du niveau de vie sont très loin de la réalité. Quelques-unes de mes connaissances ont pris part aux travaux des commissions électorales locales, et selon leurs dires, des fraudes massives ont eu lieu à différents niveaux et lors des dernières élections, et dans le passé. Cela perturbe également la forte proportion de ceux qui votent pour les partis d'opposition.

Cependant, il faut garder à l'esprit que les protestations de décembre 2011 n'ont pas rassemblé une partie vraiment large de la population des villes en Russie. En particulier, en comparaison avec les manifestations de masse et les rassemblements qui ont eu lieu lors de la chute du Parti communiste (PCUS) en 1989-1991, quand les rues de Moscou et de Leningrad ont été envahies par plusieurs centaines de milliers (jusqu'à un million) de personnes, ce ne sont pas des résultats importants. Mais comparé aux manifestations à l'appel de différentes forces politiques, organisations de la société civile et initiatives sociales dans les années 2000, on peut parler d'une augmentation très forte de l'activité.

C'est à cette aune que nous devons évaluer la spécificité des manifestations de décembre. Il ne s'agit pas de manifestations de masse de personnes socialement défavorisées, exprimant les aspirations des déshérités. Les participants n'ont formulé aucun slogan social visant à contrer les réformes néo-libérales. Plus encore, une proportion significative des participants des manifestations à Moscou appartiennent à la « classe moyenne », selon les résultats des enquêtes sociologiques réalisées par le *Levada Center*. La bourgeoisie russe, les top-managers étroitement liés à elle, et les autres employés hautement rémunérés sont mécontents que la bureaucratie gouvernementale les contraigne sans cesse à « partager » leurs revenus. Une certaine portion du profit du business passe aux mains de hauts fonctionnaires en échange d'offres de possibilités pour des activités commerciales. Un rôle important est joué par un système de « relation personnelle » et autres formes de corruption.

Selon certains observateurs et participants, dans les villes de province, vous pouvez rencontrer des représentants de franges vulnérables de la population dans des proportions beaucoup plus grandes qu'à Moscou. Mais ils n'organisent pas leurs manifestations indépendamment du discours de la « classe moyenne » et ne reflètent pas toutes les autres exigences en leur donnant un caractère de revendications sociales.

Il est nécessaire de noter que les manifestations débutées les 6 et 7 décembre, et ayant abouti à un rassemblement de masse le 10 décembre, ne sont pas totalement spontanées. Ce sont plutôt une campagne de protestation pré-planifiée par l'opposition. Bien sûr, les participants sont venus volontairement. La plupart d'entre eux ne sont pas

des gens politiquement engagés. Mais parmi eux, nombreux sont ceux qui ont été mobilisés par les partis politiques et différentes organisations. Un rôle important, selon les informations disponibles, a été joué par les organisations des droits de l'homme, ainsi que par les représentants des mouvements sociaux (en particulier les défenseurs de l'environnement et les automobilistes).

Lorsque vous écoutez les reportages diffusés sur Radio Liberty, par exemple, il était évident que de nombreuses organisations des droits de l'homme avaient préparé les manifestations à l'avance, les numéros de téléphone de contact avaient été définis, etc.

L'opposition officielle est très divisée entre libéraux, conservateurs, communistes et nationalistes, et ne dessine aucune alternative souhaitable. Quelle est l'attitude des différents secteurs de la population à leur égard ? Quels sont les rapports de forces idéologiques au sein du peuple russe ?

D.R. : Je pense qu'on peut classer l'opposition officielle d'après d'autres critères. D'abord, les partis libéraux. Ils sont représentés par les forces « social-libérales » (le parti *Yabloko*) et aussi bien par les forces néolibérales. Parmi ces dernières, on trouve la majorité des organisations qui ont créé le *Parti de la liberté populaire* - « *Pour une Russie sans arbitraire ni corruption* » (*Parnas*) et une faction du parti *La Cause Droite* dirigé par le milliardaire Mikhaïl Prokhorov. Il y a aussi des forces national-libérales : elles sont représentées par le mouvement *L'Autre Russie*, par quelques membres du *Parnas*, par le *Parti libéral-démocrate de Russie* (LDPR) et par un certain nombre de petites organisations. Si nous parlons des conservateurs, communistes et nationalistes, on peut trouver ici beaucoup d'intersections. L'idéologie nationaliste et conservatrice est largement partagée aussi par le parti dirigeant *Russie Unie*, par le *Parti communiste de la Fédération de Russie* (KPRF), par le *Parti libéral-démocrate*, et par le parti *Russie Juste* qui a des positions social-démocrates ou social-libérales.

En effet, on peut parler d'hégémonie culturelle des valeurs conservatrices dans la conscience sociale de la Russie actuelle. Dans les années 1990 et 2000, certains politologues ont même qualifié la Russie d'aujourd'hui de pays de la « révolution conservatrice ». Parmi les valeurs conservatrices partagées par la vaste majorité des politiciens, on peut mentionner les suivantes :

- Un patriotisme étatique impérial, s'exprimant dans une rhétorique anti-occidentale et dans les idées qui défendent la nécessité de renforcer la puissance militaire et l'hégémonie internationale de la Russie ;
- L'étatisme, allant jusqu'à la nostalgie pour un leader charismatique fort, et jusqu'à la compréhension d'un pouvoir d'Etat fort sur les citoyens comme moyen universel de salut face aux problèmes sociaux actuels ;
- Le patriarcat, qui se manifeste dans une rhétorique en faveur du renforcement des familles, de l'augmentation du taux de natalité (par opposition à la réduction du nombre des Slaves authentiques, et contre l'homophobie ;
- Le nationalisme ethnique qui se manifeste en particulier dans les sentiments anti-immigrés par rapport aux immigrants d'Asie centrale et du Caucase ;
- l'attachement à la religion orthodoxe ou islamique modérée.

Dans cette perspective, le même Parti communiste n'est pas « communiste » mais plutôt social-conservateur, qui combine l'engagement à des valeurs conservatrices avec un programme de nationalisations partielles, et en termes historiques, avec la défense de la figure de Staline et de l'URSS comme une puissance impériale. Mais il y a aussi des nationalistes qui ne partagent pas les sympathies « communistes » staliniennes associées à la nostalgie du capitalisme d'Etat soviétique.

Aucun des partis politiques représentant l'opposition officielle n'a le soutien de la majorité de la population. Les initiatives civiles qui protestent contre les violations de leurs droits, sans aucun doute, ne sont prêtes à utiliser les services d'aucun parti ou organisation. Pour beaucoup de gens, il n'y a même pas de grande différence, par exemple, entre des organisations aussi diverses que le parti *Yabloko*, le Parti communiste, les trotskistes ou les anarchistes. Il est certain que la majorité apolitique de la population exprime son antipathie pour le régime existant. Mais sa position sur les libertés démocratiques est ambiguë. D'une part, elles sont perçues comme un moyen de protection contre les pouvoirs arbitraires. En même temps, ceux qui partagent les convictions conservatrices ont tendance à lier la mise en oeuvre de leurs aspirations pour l'avenir avec un certain régime autoritaire, qui peut priver les libéraux et autres « ennemis de la Russie » de la possibilité de toute activité politique.

On doit noter que le concept de « démocratie » est fortement discrédité en Russie. Il est associé soit à l'ère Eltsine, qui est perçue comme une période de pillage total et d'« humiliation nationale », ou de couverture idéologique pour l'expansion militaire des États-Unis et d'autres pays de « l'Occident ». Les idées libérales sont attrayantes pour une large part des membres de la bourgeoisie et de la « classe moyenne », et aussi de l'intelligentsia.

Comment sont perçus les mouvements de contestation qui ont parcouru une partie du monde, au Maghreb, en Europe, aux États-Unis ? Existe-t-il des franges de la population, ou des milieux, qui y voient une source d'inspiration et souhaitent un renversement de l'ordre actuel pour l'instauration d'une démocratie directe ?

D.R. : Nous n'observons aucun intérêt particulier pour ces événements dans le reste de la population russe. L'intérêt ne touche qu'une petite frange de groupes politiquement engagés et aussi les experts en analyses. Certains militants politiques peuvent y voir une source d'inspiration. Mais ils sont invisibles dans le paysage politique de la Russie. La majorité de la population condamne l'invasion de l'OTAN en Libye comme toute autre action de cette alliance. Les partisans de tendances libérales approuvent cette action, au contraire.

L'extrême droite est une mouvance importante en Russie : pensez-vous qu'elle puisse peser sur l'avenir du pays en profitant des tensions sociales ? Peut-elle véritablement constituer un recours auprès du plus grand nombre dans le contexte actuel de crises profondes ?

D.R. : Jusqu'à présent, les espoirs de démocratisation du système politique prévalent parmi les participants des récentes manifestations anti-poutinistes. On peut les caractériser en principe comme « libérales ». Mais nous devons prendre en considération que seule une minorité de la population participe aux manifestations. Le KPRF (le plus grand parti de l'opposition) est resté quelque temps en dehors des manifestations, et c'est seulement après que son chef Ziouganov a décidé de prendre la parole lors d'une réunion de l'opposition unie. De leur côté, les nationalistes, y compris les dirigeants du « *Mouvement contre l'immigration illégale* » (DPNI), d'extrême droite, sont activement impliqués dans la coalition des forces politiques qui organise les manifestations anti-poutinistes. Ce mouvement est un centre d'attraction aussi pour les forces ouvertement fascistes.

Pour l'instant, les dirigeants d'extrême droite se positionnent comme nationalistes « modérés » et « libéraux ». Mais il est clair que si l'opposition unie renverse Poutine et Medvedev, une lutte acharnée pour le pouvoir commencera. Il y aura une polarisation des forces. Et puis les nationalistes seront en mesure de s'exprimer plus ouvertement et radicalement. En Russie, il n'existe pas un seul parti nationaliste fort, mais il y a un grand nombre de factions radicales et « modérées » de cette sorte.

Les élections présidentielles sont prévues en mars prochain. Pensez-vous qu'elles puissent être l'occasion d'un « printemps russe », et quelles perspectives lui donneriez-vous ? En tant que militants, quels sont vos principaux axes de travail actuels ?

D.R. : Bien sûr, les militants des partis d'opposition aspirent à des développements dans le sens d'un changement de pouvoir. Les organisateurs des manifestations de décembre 2011 et de janvier 2012 ne dissimulent pas leurs intentions. Mais je ne suis pas sûr que tout se passe selon ce scénario.

Tout d'abord, les dirigeants du clan au pouvoir font aujourd'hui mine de faire quelques « concessions » à la population insatisfaite. Il s'agit notamment des promesses de contrôler tous les bureaux de vote avec des webcams, de réintroduire le principe de pluralité des listes de parti et de candidats individuels aux élections de districts, d'abaisser le seuil donnant droit à des élus de 7 à 5%, de revenir à l'élection des chefs des administrations régionales [1]. Un certain nombre de candidats de l'opposition (les dirigeants du KPRF Ziouganov, et de *Russie juste* Serguei Mironov) disent qu'ils se considèrent seulement comme « leaders de transition » qui assureront les changements et les nouvelles élections démocratiques et ensuite démissionneront. Mais il convient de noter qu'aucun des leaders de l'opposition ne remet en question le document qui a légitimé la création d'un régime autoritaire en Russie, la Constitution de Boris Eltsine de 1993. C'est ce document qui a fourni au président un pouvoir quasi incontrôlé, en transformant le Parlement en chambre d'enregistrement. Aucune des manifestations n'a mis en avant le slogan de l'abolition de cette Constitution. Ainsi, tout est réduit à la seule question de l'élection des « autres leaders ». Il est improbable que nous puissions parler d'une « révolution démocratique » en Russie. Lors des manifestations, il n'y a pas de slogans sociaux. De ce point de vue, dans une certaine mesure, nous observons une répétition du scénario égyptien. Rappelons que sur la place Tahrir, il n'y avait pas de forces susceptibles de contraindre Moubarak à faire des concessions sociales et économiques, et non pas « politiques ». Et c'est bien dommage ! En effet, il aurait sans doute été plus facile de les obtenir d'un régime affaibli que de la junte militaire qui l'a remplacé, et plus encore du gouvernement légitimement élu des Frères musulmans.

Nous, de la Confédération des anarcho-syndicalistes révolutionnaires (KRAS-AIT), avons distribué lors de manifestations de décembre des centaines de tracts appelant les participants à la lutte contre les réformes néo-libérales. Nous, anarcho-syndicalistes, soulignons que la lutte pour les intérêts sociaux et les droits civiques des travailleurs est un combat beaucoup plus important que pour le changement de pouvoir. L'arrivée au Kremlin d'opposants à Poutine, y compris de politiciens libéraux qui dirigeraient une coalition des forces d'opposition, signifierait seulement la poursuite des réformes néo-libérales. Il faut être conscient de cela et ne pas devenir un instrument dans les luttes de pouvoir entre des forces politiques nuisibles pour l'anarchisme et les véritables intérêts des travailleurs.

[1] Les élections actuelles se déroulent sur la base d'un système de listes présentées par les partis. La réforme proposée réintroduit un système mixte : la moitié des députés doivent être élus sur la base des listes des partis et l'autre moitié comme candidats individuels déclarés dans les districts électoraux.